



DEMANDE D'AUTORISATION D'ETABLISSEMENT (y inclus la déclaration sur l'honneur)



La présente page interactive nécessite au minimum la version 8.1.3 d'Adobe Acrobat® Reader®. La dernière version d'Adobe Acrobat Reader pour tous systèmes (Windows®, Mac, etc.) est téléchargeable gratuitement sur le site de [Adobe Systems Incorporated](https://www.adobe.com/reader).

1. Saisie

Les champs marqués d'un * sont obligatoires

Activité visée par la demande * (Veuillez fournir une description détaillée pour "Activités et services commerciaux")

Projet dans le cadre de l'initiative "Start Your Business" (ADEM)*

☐ Non

☐ Oui

Type de demande

☐ Demande initiale

☐ Modification d'une autorisation existante

Modification d'une autorisation existante

Numéro de l'autorisation visée (si connu) :

Nature de la modification :

☐ Ajout d'activité

☐ Ajout de dirigeant

☐ Changement de dirigeant et annulation de l'autorisation visée

☐ Transfert de l'adresse d'exploitation

☐ Prolongation / Renouvellement

☐ Autorisation provisoire

Coordonnées du propriétaire de l'entreprise / du dirigeant de la société

Nom * :

Prénom * :

Matricule luxembourgeois * :

Date de naissance * :

Résident au Grand-Duché de Luxembourg depuis le * :

Lieu de naissance * :

Pays de naissance * :

Nationalité * :

Numéro et rue * :

Code postal * :

Localité * :

Pays * :

Adresse de correspondance (si différent de l'adresse ci-dessus)

Numéro et rue * :

Code postal * :

Localité * :

Pays * :



2a. Demande en nom propre /

Adresse d'exploitation

☐ A définir (pas encore connue)

☐ Numéro et rue :

Code postal :

Localité : Pays :

2b. Demande en nom de la société

Nom de la société :

Numéro d'identification luxembourgeois : (si société constituée)

Adresse du siège social

Numéro et rue :

Code postal :

Localité : Pays :

Adresse d'exploitation (si différent de l'adresse du siège social)

☐ A définir (pas encore connue)

☐ Numéro et rue :

Code postal :

Localité : Pays :

3. Accès du Ministère de l'Économie

☐ Dans le cadre de ma demande, j'autorise le Ministère de l'Économie, Service des autorisations d'établissement, à accéder directement aux fichiers de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA, de l'Administration des contributions directes, ainsi qu'au fichiers du Centre commun de la sécurité sociale me concernant ou concernant les entreprises dans lesquelles je suis ou j'ai été dirigeant ou dans lesquelles j'ai exercé une influence significative.

☐ Je n'accepte pas cette option et fournis moi-même toutes les pièces relatives à ma demande, y compris les certificats de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA, de l'Administration des contributions directes, ainsi que du Centre commun de la sécurité sociale (certificats me concernant ou concernant les entreprises dans lesquelles je suis ou j'ai été dirigeant ou dans lesquelles j'ai exercé une influence significative en vertu des dispositions des articles 4, 6 et 32 de la loi modifiée du 2 septembre 2011).



4. Déclaration sur l'honneur

Les champs marqués d'un * sont obligatoires

Je déclare sur l'honneur que pendant les trois années précédant la demande :

- ☐ J'ai exercé une fonction rémunérée de dirigeant de droit ou de fait, apparente ou occulte, dans l'entreprise / les entreprises suivante(s) (compléter tableau ci-après)
- ☐ J'ai détenu seul ou ensemble avec mon conjoint ou avec un tiers directement ou indirectement la majorité des parts sociales de l'entreprise / des entreprises suivante(s) (compléter tableau ci-après)
- ☐ J'ai été en mesure d'exercer une influence significative sur la gestion ou l'administration dans l'entreprise / les entreprises suivante(s) (compléter tableau ci-après)

Entreprise(s), au Luxembourg et à l'étranger, concernées par le(s) point(s) ci-dessus * :

Nom de l'entreprise *	Adresse *	Début * (AAAA/MM)	Fin * (AAAA/MM)

- ☐ Je n'ai pas exercé une fonction rémunérée de dirigeant de droit ou de fait, apparente ou occulte dans une entreprise, ni détenu seul ou ensemble avec mon conjoint ou avec un tiers directement ou indirectement la majorité des parts sociales dans une entreprise et je n'ai pas été en mesure d'exercer une influence significative sur la gestion ou l'administration d'une entreprise.

5. Validation - Signature

Les champs marqués d'un * sont obligatoires

Fait à :

Signature manuscrite
du demandeur* :

Date de la demande* :



6. Pièces justificatives

À ajouter à chaque demande :

- Le timbre « Droit de Chancellerie » de 50.- € est délivré par l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA. Cette somme peut également être virée sur le compte IBAN: LU76 0019 5955 4404 7000 (BCEELULL) de la même administration avec le libellé « autorisation d'établissement » (joindre copie) ;
- En cas de création d'une société au Grand-Duché de Luxembourg, un projet de statuts est suffisant pour l'émission d'un accord de principe. Les statuts dûment enregistrés au RCS vous seront demandés avant la délivrance de l'autorisation d'établissement ;
- Si le gérant dispose d'un matricule luxembourgeois existant : extrait du casier judiciaire luxembourgeois de moins de 6 mois (bulletin n° 3) ;
- Copie de la carte d'identité ou du titre de séjour (copie recto-verso).

a) Si la demande concerne une activité commerciale ou artisanale de la liste C :

Aucune qualification n'est requise. Toutefois, sont à joindre pour les activités:

- HORECA : le certificat de la formation « Accès réglementé aux professions de l'HoReCa » organisée par la « House of Training » ou équivalent ;
- TRANSPORT : le certificat « Attestation de capacité professionnelle au transport de marchandises / voyageurs par route » ;
- IMMOBILIER : le certificat de la formation « Accès réglementé aux professions de l'Immobilier » organisée par la « House of Training » ou équivalent.

Pour les activités HORECA et TRANSPORT, l'expérience professionnelle prouvée par un certificat d'affiliation du Centre Commun de la Sécurité Sociale ou par une attestation CE du pays de provenance peut dispenser de la formation. Pour les activités de l'IMMOBILIER, une expérience de 3 ans dans une fonction dirigeante auprès d'une entreprise luxembourgeoise ayant une autorisation y relative, peut dispenser de la formation.

b) Si la demande concerne une activité artisanale (liste A ou B) ou une profession libérale, sont à ajouter:

- Copie des diplômes.
- Certificat d'affiliation du Centre Commun de la Sécurité Sociale (ccss.public.lu).
- Attestation CE suivant la directive 2005/36/CE du 7 septembre 2005 quant aux activités exercées dans le pays de provenance.

c) Si le responsable de la gestion journalière (détenteur de l'autorisation d'établissement) est non-résident ou résident depuis moins de 10 ans au Grand-Duché de Luxembourg, sont à ajouter :

- Un extrait du casier judiciaire de moins de 6 mois émis par l'État ou les États où la personne a résidé au cours des 10 dernières années ou, à défaut, un affidavit ;
- Une déclaration de non faillite de moins de 6 mois, illimitée dans le temps et dans l'espace, à faire sous serment devant notaire. Cette déclaration doit renseigner sur toute faillite éventuelle dans laquelle le demandeur a été impliqué, soit en nom personnel, soit en tant que dirigeant, soit en tant que personne en mesure d'influencer de façon significative la gestion ou l'administration de l'entreprise.

NB : L'autorisation d'établissement n'est délivrée que s'il existe, au Luxembourg, une installation matérielle appropriée à la nature et à la dimension de l'activité poursuivie. Un contrat de bail ou une preuve d'établissement devra être fourni, au plus tard dans une deuxième étape après instruction de votre dossier.



7. Envoi par poste

Envoyez le document rempli et signé, accompagné des pièces requises, par voie postale à l'adresse suivante :

Ministère de l'Économie
Service des autorisations d'établissement
BP 535
L-2937 Luxembourg

Au cas de transmission par voie électronique (MyGuichet.lu), il n'y a plus besoin d'envoyer le présent formulaire par courrier.

8. Vos droits

Traitement prévu par la loi

Ce traitement est prévu par la [loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales](#) (Loi sur le droit d'établissement). Son article 32 autorise le ministre en charge des autorisations d'établissement de s'entourer de toutes les informations requises en vue d'apprécier si une entreprise satisfait aux exigences en matière de droit d'établissement.

Données traitées

Les données traitées et celles auxquelles le service des autorisations d'établissement a accès sont précisées dans le [règlement grand-ducal du 28 avril 2015 portant création des traitements de données à caractère personnel nécessaires à l'exécution de l'article 32 de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industrie ainsi qu'à certaines professions libérales](#).

Publication des données

Si le ministre vous attribue l'autorisation d'établissement demandée, les données suivantes seront [librement disponibles en ligne](#) (art.32(1) alinéa 3 de la loi sur le droit d'établissement) :

- le numéro d'autorisation ;
- la dénomination de l'entreprise ;
- l'adresse de l'établissement ;
- les activités que l'entreprise est en droit d'exercer ; et
- les nom(s) et prénom(s) du dirigeant.

Vos droits

Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification et le cas échéant d'effacement des informations vous concernant. Vous disposez également du droit de retirer votre consentement à tout moment.

Si vous souhaitez exercer ces droits et/ou obtenir une information pour les données vous concernant, veuillez-vous adresser au Ministère de l'Économie, service des autorisations d'établissement, (+352) 247 74 700 (permanence téléphonique de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 16h30), ou par courriel à l'adresse info.pme@eco.etat.lu.

Une réclamation peut être introduite auprès de la [Commission nationale pour la protection des données](#) ayant son siège à 15, boulevard du Jazz, L-4370 Belvaux.

Pour toute autre question relative à la signature et au dépôt électronique de ce formulaire, veuillez contacter le Helpdesk de Guichet.lu au numéro de téléphone suivant : (+352) 247 82 000.